

L'ADRD et... l'élevage



La production animale fait partie intégrante de l'Agriculture et du développement rural durables (ADRD), car elle joue un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire, la nutrition, le revenu et l'épargne des foyers, la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité, les moyens d'existence durables en zones rurales notamment pour les populations autochtones et les groupes marginalisés.



Falk Kienas / iStock

Agriculture et Développement Rural Durables (ADRD)

L'agriculture et le développement rural sont durables lorsqu'ils respectent l'environnement, sont économiquement viables, socialement justes, culturellement appropriés, humains et fondés sur une approche scientifique globale.

Les politiques de développement rural doivent viser à satisfaire les besoins nutritionnels et autres besoins humains des générations actuelles et futures, maintenir – voire si possible accroître – les capacités de la base de ressources naturelles à produire et à se régénérer. Ces politiques doivent également offrir un emploi durable à ces générations, réduire leur vulnérabilité et renforcer leur autonomie.

Le saviez-vous?

- Environ 70 pour cent de 880 millions de ruraux pauvres vivant avec moins d'un dollar EU par jour dépendent au moins partiellement de l'élevage pour gagner leur vie.^{1,2}
- L'élevage est le principal secteur de l'économie agricole dans la plupart des pays en développement ou en transition. Dans certains pays, l'élevage représente jusqu'à 80 pour cent du produit intérieur brut (PIB) agricole.³ C'est le secteur de l'économie agricole qui connaît la croissance la plus rapide dans la plupart des pays en développement ou en transition.
- L'élevage constitue la principale source de revenu pour environ 120 millions de pasteurs dans le monde.⁴
- Pour plus de 200 millions de petits exploitants agricoles d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, l'élevage de bovins, buffles, moutons, chèvres et volailles est la première source de revenu.⁵
- Les produits d'élevage sont importants pour la nutrition et représentent plus de 30 pour cent de la consommation des hommes en protéines.⁵ La consommation des populations des pays en développement comparée à celle des pays développés est d'un tiers pour la viande et d'un cinquième pour le lait.⁶
- L'élevage fournit la force de traction pour plus de 320 millions d'hectares, soit le quart du total des surfaces cultivées de la planète,⁷ mais aussi le fumier qui contribue à la productivité agricole et à un environnement durable.
- Une mauvaise gestion ou transformation des produits d'élevage risque de nuire à l'environnement et à la santé des personnes par la pollution due aux déchets animaux, la transmission de maladies et la déforestation.

Pourquoi faut-il agir?

- Partie intégrante des systèmes ruraux en termes social, économique et environnemental, l'élevage fournit revenu, nourriture, fibres, force de traction, engrais, épargne, assurance et statut social à la plupart des populations pauvres rurales dans le monde.
- Un développement équitable de l'élevage est vital pour réaliser l'objectif n° 1 du Millénaire pour le développement, à savoir réduire la faim et la pauvreté.
- Bien géré, l'élevage fournit des bénéfices environnementaux en termes de fertilité des sols, de gestion des récoltes et de rendements. Sinon, ces bénéfices risquent d'avoir un coût environnemental lié à la pollution par déchets, la déforestation, la dégradation des terres de parcours et la transmission d'épidémies du bétail et de zoonoses.
- La mondialisation et la croissance de la demande pour des produits

d'élevage ont conduit à l'émergence de grandes entreprises agroalimentaires sources de concurrence internationale. Ce facteur présente des défis et des opportunités pour la participation des petits exploitants agricoles dans les chaînes de production, transformation et distribution des produits d'élevage.

Quels sont les objectifs politiques?

Les politiques d'élevage doivent:

- permettre aux ménages pauvres qui possèdent un petit élevage - comme les pasteurs, les petits exploitants agricoles et les groupes marginalisés - de maximiser les bénéfices qu'ils tirent des produits d'élevage, tout en réduisant les risques;
- permettre aux systèmes de production d'offrir des services environnementaux tout en minimisant les coûts pour l'environnement et la santé;
- créer un environnement favorable de point de vue macroéconomique, institutionnel et de politique agricole



qui augmente la productivité des propriétaires d'élevage mais aussi leur rendement sur le marché tout en leur offrant des débouchés pour les biens et services liés à l'élevage.

Les questions politiques

Efficacité croissante des marchés, concentration et marginalisation

Dans le monde entier, la demande de produits d'élevage, particulièrement de viande et de produits laitiers, est en croissance rapide. Les tendances varient par région et par pays. Au niveau international, la part du PIB agricole dans le PIB total a chuté avec la croissance économique, mais la part de l'élevage dans le PIB agricole a augmenté. Dans les pays industrialisés et dans les marchés de l'élevage en croissance du sud et du sud-est de l'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, les producteurs d'élevage doivent être compétitifs pour réaliser des économies d'échelle. Ils tendent à adopter des technologies sophistiquées à faible coefficient de main-d'œuvre et permettant de réaliser des économies, tout en se redéployant des zones rurales vers les zones périurbaines ou en se rapprochant des marchés et des usines de transformation.

L'organisation de la production et de la distribution change fortement avec le passage à une production animale intensifiée, commercialisée, industrialisée, concentrée et orientée

vers l'export. Les grandes sociétés agroalimentaires contrôlent de plus en plus la chaîne de production pour garantir approvisionnement, sécurité sanitaire et qualité. Dans certaines régions, les petits propriétaires se trouvent de plus en plus marginalisés par rapport aux chaînes de production industrielle et de consommation liées aux supermarchés.

Vulnérabilité et risque continus

En Afrique sub-saharienne et dans certaines régions d'Asie et d'Amérique latine, où l'agriculture et l'élevage sont les secteurs qui contribuent le plus à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, le secteur de l'élevage évolue plus lentement et la demande de produits d'élevage par habitant est presque stagnante. Les petits exploitants agricoles et les pasteurs dominent le secteur de l'élevage. Dans certains pays, des régimes fonciers sans garantie, des services de santé animale peu efficaces, un accès limité au crédit et aux intrants empêchent les petits exploitants et les pasteurs de tirer profit de leur élevage et entravent une éventuelle révolution de la productivité.¹ Les pasteurs font face à des défis particuliers, puisqu'ils doivent gérer les risques et variations de la propriété d'élevage associés aux maladies et à la traction animales, pour tirer une valeur économique de terres marginales.

Bénéfices et risques pour la santé publique

Les produits alimentaires d'origine animale sont une excellente source de protéines,

acides aminés, minéraux, vitamines et oligo-éléments nécessaires à un régime complet. Si la santé des hommes et des femmes, la croissance des enfants et le développement cognitif requièrent une consommation raisonnable⁸, une alimentation trop riche en viande et en graisses risque de générer maladies cardiovasculaires, cancers, obésité ou autres problèmes de santé.

Les animaux risquent de porter des maladies (zoonoses) susceptibles d'être directement transmissibles aux hommes comme la grippe aviaire hautement pathogène, ou encore des maladies capables de "sauter des espèces" pour toucher les personnes. Certaines maladies déciment les animaux et la santé: les récentes infections de grippe aviaire hautement pathogène ont conduit à abattre plus de 140 millions de volailles rien que dans le sud-est asiatique.⁹ Des maladies animales fortement contagieuses et transfrontalières comme la peste porcine africaine peuvent se propager avec le déplacement des personnes ou des animaux. La taille des foyers infectieux dans les élevages, mais aussi chez les humains grandit avec l'évolution des tendances climatiques et les changements saisonniers. Comme souvent dans le secteur agricole, l'élevage présente plusieurs risques en termes d'hygiène et de sécurité du travail, et le travail des enfants y est courant.¹⁰

Tendances environnementales et avantages réciproques

Les opérations d'élevage industrialisées et concentrées occupent de faibles superficies de terre, mais souvent se regroupent près de centres urbains et créent d'importantes quantités de déchets, y compris de métaux lourds et de résidus de médicaments. Mal gérées, elles risquent de fortement polluer l'air, l'eau et le sol. Une gestion extensive de l'élevage par de petits propriétaires d'exploitations agricoles ou de ranchs peut causer déforestation, dégradation des terres et perte de la biodiversité. Pourtant simultanément un élevage intégré dans les systèmes d'agriculture de conservation peut contribuer à la restauration de l'environnement, tandis que le fumier fournit aux sols de précieux éléments nutritifs, augmente la productivité et la rétention d'eau et réduit le compactage des sols.



Le développement de l'élevage industriel et les préférences des consommateurs risquent de contribuer à réduire la diversité génétique animale, malgré le rôle de la diversité dans l'augmentation de la productivité animale et la résistance aux maladies, vu le changement climatique. Ces tendances combinées à la culture intensive des pâturages réduisent aussi la diversité génétique agricole.

Les défis sociaux

Dans de nombreuses cultures, les populations ont une relation particulière avec l'élevage qui constitue une partie intégrante de leurs moyens d'existence. Les rituels de gratitude soulignent les avantages qu'apportent les animaux. Difficiles à quantifier, les importantes valeurs sociales et spirituelles de l'élevage sont souvent négligées par les décideurs politiques.

Quelles sont les options politiques?

Un développement durable et équitable du secteur de l'élevage requiert des politiques macroéconomiques, institutionnelles et agricoles, de même que des politiques sectorielles spécifiques. La plupart de ces politiques - qui incluent la garantie d'une inflation faible et prévisible, établissent un système judiciaire efficace et renforcent les systèmes locaux et nationaux de vulgarisation - dépassent largement le contrôle des décideurs politiques en matière d'élevage. Toutefois, les décideurs politiques peuvent contribuer à l'élaboration de politiques d'élevage qui renforcent les capacités des éleveurs à s'adapter au changement, comme indiqué ci-après.

Renforcer les capacités des éleveurs à s'adapter au changement et aux chocs

Dans les pays où l'économie est fondée sur l'agriculture, les décideurs politiques en matière d'élevage peuvent promouvoir la révolution de la productivité du cheptel, en concevant des politiques qui renforcent les capacités des éleveurs à s'adapter aux catastrophes naturelles ou économiques. Ces politiques devront favoriser le développement de marchés d'assurance de l'élevage et de systèmes d'alerte précoce qui intègrent surveillance et réponse participative des communautés, ainsi que des stratégies d'alimentation d'urgence. Le renforcement de la réglementation



Klaas Lingbeek van Kranen / iStock

quant aux déplacements des animaux et l'établissement de programmes de réduction et ou d'augmentation des troupeaux permettant aux pauvres de vendre des animaux quand les prix sont encore élevés et d'en acheter après une crise, peuvent également réduire ces risques. Les communautés presque totalement dépendantes de l'élevage ont également besoin de sources de revenus complémentaires et de protections sociales.

Réduire les pertes dues aux maladies animales

Les politiques de santé animale peuvent améliorer les moyens d'existence en réduisant les pertes dues aux maladies animales. Dans les économies de marché, les gouvernements peuvent soit offrir des services de santé animale, soit contracter des entreprises privées. Pour permettre aux éleveurs pauvres d'accéder aux services vétérinaires à un prix abordable, on pourrait adopter des moyens politiques comme: l'institutionnalisation de la fonction de spécialiste de la santé animale dans les collectivités; l'apport des connaissances sur les zoonoses; le subventionnement de vétérinaires privés et l'octroi de bons pour les services vétérinaires aux éleveurs.

Optimiser l'impact sur l'environnement

Les politiques permettant d'atténuer l'impact négatif de certains systèmes

d'élevage sur l'environnement et la santé publique sont importantes pour garantir que les coûts environnementaux ne l'emportent pas sur les bénéfices économiques. Ces politiques viseront à: limiter l'expansion de l'élevage dans les écosystèmes naturels; rémunérer les agriculteurs qui rendent des services environnementaux comme l'amélioration de la gestion de l'eau; la répartition des réglementations et systèmes fiscaux pour décourager de larges concentrations commerciales d'éleveurs.

Promouvoir la commercialisation de l'élevage

Les politiques visant à renforcer la valeur ajoutée de la production animale et de la commercialisation par les pasteurs et petits propriétaires sont tout aussi importantes. Pour augmenter l'efficacité, la sécurité sanitaire et le caractère opportun de la transformation, la commercialisation et la distribution, des investissements s'imposent dans les infrastructures mercantiles, par exemple le marché des produits laitiers et des fibres, ou encore les abattoirs ruraux. Il est tout aussi important de rendre plus abordable l'information sur les prix, de promouvoir les associations de commercialisation, l'élevage participatif et la réglementation de systèmes contractuels entre les petits exploitants et les grandes sociétés de transformation. Les gouvernements peuvent également soutenir

des stratégies pour intégrer les petits exploitants dans les marchés d'élevage et offrir une sortie à ceux qui ne sont pas compétitifs. Il convient aussi d'adopter les pratiques d'élevage qui contribuent au bien-être animal, tout en améliorant l'efficacité et la sécurité sanitaire des aliments pour les consommateurs.

Soutenir la commercialisation de produits d'élevage et la recherche

Pour assurer des bénéfices aux producteurs et aux petits exploitants nationaux, les fonds publics doivent aider la recherche dans les domaines où les fonds privés font défaut. Parmi ces domaines citons: les produits qui font l'objet d'importants échanges commerciaux entre pays; les technologies et produits qui ne demandent pas de déplacement de main-d'œuvre et sont importants à la sécurité alimentaire des groupes de producteurs les plus démunis, et moins organisés qui ne suscitent pas une forte demande du marché. Les décideurs politiques devraient soutenir l'élaboration de normes sanitaires et phytosanitaires adaptées pour les produits d'élevage, tant pour le commerce intérieur que pour les marchés à l'export. Une plus forte commercialisation des races résistantes aux maladies animales - comme les trypanosomoses du bétail - est également importante pour soutenir la conservation de la précieuse diversité génétique animale, comme le soulignent le *Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques (2007)* et la *Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques*.¹¹

Renforcer les processus politiques sur l'élevage

Les processus de formulation de politiques d'élevage doivent être participatifs, multidisciplinaires, fondés sur des informations objectives et de solides analyses des moyens d'existence et d'économie politique. Les réseaux internationaux, régionaux ou nationaux, tout comme les groupes et concertations permettent de partager des bonnes pratiques et créer des liens entre les parties prenantes par delà la chaîne de valeur de l'élevage.

Contacts

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Eve Crowley
eve.crowley@fao.org

Joachim Otte
joachim.otte@fao.org

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Antonio Rota
a.rota@ifad.org

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Joyce Turk
jturk@usaid.gov

Références

Ont contribué à ce dossier différentes organisations de la société civile ainsi que H. Steinfeld, I. Hoffman, U. P. Ciamarra, C. Batello, P. Termine (FAO) et bien d'autres (voir la rubrique Contacts).

¹ **Banque mondiale.** 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement.* Washington DC.

² **LID.** 1999. *Livestock in poverty-focused development.* Crewkerne, Royaume-Uni, Livestock in Development (LID).

³ **Banque mondiale.** 2007. *Les indicateurs de développement dans le monde.* Washington DC.

⁴ **ILRI.** 2002. *Mapping poverty and livestock in the developing world.* Nairobi, Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI).

⁵ **FAO.** 2006. *Livestock long shadow: environmental issues and options.* Rome.

⁶ **IFPRI.** 1999. *L'élevage d'ici 2020: la prochaine révolution alimentaire.* Washington DC, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

⁷ **FAO.** 1997. *Livestock and the environment: finding a balance.* Rome.

⁸ **Bwibo, N., Murphy, SP., et Allen, LH.,** 2003. Role of animal source foods to improve dietary quality, growth and development of Kenyan schoolers. *Journal of Nutrition.*

⁹ **FAO.** 2006 *Grippe aviaire, chronologie d'une maladie, Rome.* http://www.fao.org/avianflu/fr/chronology_fr.html

¹⁰ **OIT.** 2007. *Hazardous child labour in agriculture. What poor health and safety means in practice for child labourers in agriculture.* Genève, Organisation internationale du travail (OIT).

¹¹ **FAO.** 2007. *Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques et Déclaration d'Interlaken sur les ressources zoogénétiques.* Rome.

Outils et ressources

Initiative élevage, environnement et développement (LEAD) Outils sur l'élevage et l'environnement:
<http://www.lead.virtualcentre.org/fr/dec/toolbox/Index.htm>

Centre LEAD de recherche virtuelle et de développement: <http://www.virtualcentre.org/fr/frame.htm>

Division de la production et de la santé animales, FAO: Informations sur la production et la santé animales, et les politiques d'élevage.
<http://www.fao.org/ag/againfo/home/fr/home.html>
<http://www.fao.org/ag/againfo/resources/en/papers.html>

Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI): <http://www.ilri.org/>

Initiative mondiale sur le pastoralisme durable (WISP):
<http://www.iucn.org/wisp/fr/index.html>

Système d'information sur la diversité des animaux domestiques (DAD-IS):
<http://dad.fao.org/>

Commission sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture: <http://www.fao.org/ag/cgrfa/French/Default.htm>

FAO. 2007. *l'état des ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde.* Rome.

Commission du développement durable des Nations Unies. 2000. *The coming livestock revolution, background paper on current status of global livestock and on future trends.* New York.

ECOSOC. 2004. *An integrated approach to rural development: dialogues at the Economic and Social Council.* New York, Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Les documents politiques "ADRD et..." sont conçus pour encourager et aider les gouvernements à développer et mettre en œuvre des politiques pour atteindre l'agriculture et le développement rural durables.

Cette série est produite par l'Initiative ADRD, un cadre multipartite établi en soutien de la transition vers une agriculture et un développement rural durables centrés sur la personne. L'initiative est menée par la société civile, soutenue par les gouvernements et agences intergouvernementales et animée par la www.fao.org/sard/fr/init/2224/index.html